

Mise à jour vidéo de l'OOF – mars 2026

Bienvenue et merci de vous joindre à nous.

À l'occasion de la publication du *Budget 2026*, mon équipe aimerait profiter de l'occasion pour faire le point sur les finances et le programme d'emprunt de l'Ontario.

L'Ontario a contracté des emprunts à long terme pour un montant de 58,6 milliards de dollars en 2025-2026. Bien que ce montant soit supérieur de 15,8 milliards de dollars aux prévisions du *Budget 2025*, il nous a permis de préfinancer les emprunts budgétaires de l'année prochaine et d'affecter 5 milliards de dollars au compte Protéger l'Ontario, dont je vous donnerai plus de détails un peu plus loin dans cette vidéo.

Les prévisions d'emprunt à long terme pour le prochain exercice s'élèvent à 47,2 milliards de dollars. Les prévisions à moyen terme sont inférieures de 10 à 15 milliards au montant que nous avons emprunté au cours de l'exercice 2025-2026.

Comment avons-nous donc réussi à contracter 58,6 milliards de dollars d'emprunts à long terme au cours de cet exercice? Comme indiqué lors de la présentation du budget de l'année dernière et dans l'Énoncé économique d'automne, nous continuons de bénéficier d'un accueil favorable sur les marchés mondiaux; par conséquent, la répartition entre emprunts nationaux et emprunts étrangers s'établit désormais à environ 60/40.

L'un des temps forts de nos émissions sur le marché intérieur a été notre première émission d'obligations vertes à double tranche, qui comprenait une extension de notre émission d'obligations vertes à 30 ans ainsi que notre toute première obligation verte à taux variable. Par ailleurs, nous avons eu la chance de pouvoir accéder au marché national pour l'ensemble de nos échéances de référence à taux fixe habituelles ainsi qu'au marché des obligations à taux variable.

Les excellentes notations de crédit de l'Ontario, son profil budgétaire et son approche professionnelle vis-à-vis des marchés ont contribué à susciter une demande sans précédent de la part des investisseurs internationaux pour les titres de l'Ontario. C'est ainsi que, l'année dernière, nous avons pu émettre des titres en dollars américains, en euros et en francs suisses. Cette demande internationale accrue s'est traduite par une augmentation de nos émissions à l'étranger, ce qui a permis de diversifier davantage la base d'investisseurs de l'Ontario et de réduire notre coût global d'emprunt. L'un des faits marquants a été l'émission, pour la première fois, d'une obligation libellée en euros d'une durée de 30 ans, ce qui nous a permis de toucher un nouveau groupe d'investisseurs et d'obtenir des conditions de financement extrêmement avantageuses pour la province.

Dans le cadre de toutes nos activités de financement menées l'année dernière, l'Ontario a organisé près de 190 réunions avec des investisseurs, un record absolu, ce qui témoigne de la volonté de la province de tenir les investisseurs informés et de favoriser

leur participation. Nous sommes impatients de continuer à renforcer notre dialogue avec les investisseurs, notamment pour soutenir l'intensification de nos activités sur les marchés monétaires.

À l'avenir, les orientations relatives à l'emprunt intérieur seront ramenées à une fourchette de 60 à 80 % pour l'exercice 2026-2027, et continueront d'être ajustées, si nécessaire, en fonction de l'évolution de la demande des investisseurs et des conditions du marché.

Avec la publication du *Budget 2026*, nous prévoyons de revenir sur le marché dès que possible.

Dans le prolongement de l'annonce relative au compte Protéger l'Ontario faite dans le *Budget 2025* de l'Ontario, puis dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2025*, la province met en place le Fonds d'investissement du compte Protéger l'Ontario. La province investira jusqu'à 4 milliards de dollars dans ce fonds et a lancé un appel d'offres afin de s'associer à un gestionnaire d'investissements privés de premier plan.

Ce fonds s'appuiera sur l'expérience du secteur privé, tout en mobilisant des capitaux d'investissement provenant de caisses de retraite ontariennes, d'institutions financières et d'autres investisseurs internationaux.

Ces investissements d'envergure dans des secteurs tels que l'intelligence artificielle, la défense, la fabrication de pointe, les sciences de la vie, ainsi que la recherche et le développement dans le secteur des minéraux essentiels contribueront à faire progresser les priorités économiques à long terme de l'Ontario.

Passons maintenant aux perspectives budgétaires. Le déficit de l'Ontario pour l'exercice 2025-2026 devrait s'élever à 12,3 milliards de dollars, soit une amélioration de 2,3 milliards par rapport aux prévisions publiées dans le *Budget 2025* et de 1,2 milliard par rapport à l'Énoncé d'automne.

Le *Budget 2026* présente des perspectives économiques et budgétaires actualisées, le gouvernement prévoyant un déficit de 13,8 milliards de dollars pour l'exercice 2026-2027 et de 6,1 milliards l'année suivante, avant d'enregistrer un excédent de 0,6 milliard en 2028-2029.

L'intérêt et autres frais du service de la dette devraient s'élever à 16 milliards de dollars cette année, soit 0,2 milliard de moins que les prévisions du *Budget 2025*. Au cours des deux prochaines années, l'intérêt et autres frais du service de la dette devraient passer de 17,2 milliards en 2026-2027 à 19,7 milliards d'ici 2028-2029. Ces prévisions ont été revues à la hausse en raison de l'aggravation des déficits, de l'augmentation des dépenses d'infrastructure ainsi que de la hausse des prêts et des investissements, principalement due à l'élargissement du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.

Malgré les difficultés mondiales et les tensions commerciales persistantes, l'économie de l'Ontario fait preuve de résilience et a affiché des résultats supérieurs aux prévisions en 2025. La croissance du PIB réel de l'Ontario devrait augmenter chaque année au cours de la période de prévision de trois ans, en commençant par 1 % en 2026, puis en progressant chaque année pour atteindre 2 % en 2029. Ces projections sont établies à un niveau légèrement inférieur à la moyenne des prévisions du secteur privé afin de garantir une planification budgétaire prudente.

Enfin, j'aimerais aborder la stratégie de réduction du fardeau de la dette de la province.

Le gouvernement reste déterminé à réduire le fardeau de la dette tout en veillant à la viabilité des finances de l'Ontario. L'Ontario a maintenu ses objectifs et continue de progresser vers leur réalisation dans une perspective à moyen terme. De plus, la feuille de route de l'Ontario visant à atteindre l'équilibre budgétaire d'ici 2028-2029 renforcera encore davantage sa stratégie de réduction du fardeau de la dette.

À partir de l'exercice 2026-2027, les modifications apportées aux normes comptables du secteur public auront une incidence sur la manière dont l'Ontario mesure et rend compte de ses progrès. Les nouvelles normes, qui sont actuellement mises en œuvre partout au Canada, imposent aux administrations publiques de distinguer les passifs financiers des passifs non financiers lorsqu'elles présentent leurs données du bilan.

Afin de se conformer à la nouvelle norme, l'Ontario a affiné la méthode de calcul de la dette nette. Dans le cadre de cette nouvelle approche, la dette nette correspond aux passifs financiers nets, ce qui signifie qu'elle porte sur les engagements qui doivent être financés par des recettes futures. Cela permet d'améliorer la clarté et de garantir la cohérence des rapports avec ceux des organismes du secteur public partout au Canada.

À la suite de ce changement, l'Ontario a également mis à jour les noms de ses ratios d'endettement afin d'adopter une terminologie claire et stable, largement comprise.

Ces changements n'ont aucune incidence sur le plan budgétaire de l'Ontario, ses besoins d'emprunt ou sa stratégie de gestion de la dette. Ils visent plutôt à actualiser la présentation comptable des principaux indicateurs de viabilité de la dette afin d'améliorer la transparence et la comparabilité pour tous les utilisateurs.

Passons maintenant aux ratios eux-mêmes :

- Les ratios de la dette nette par rapport au PIB et des intérêts par rapport aux recettes de l'Ontario restent supérieurs aux objectifs du gouvernement, tant pour le moment que pour les perspectives à moyen terme.
- Le ratio dette nette/chiffre d'affaires reste l'indicateur le plus préoccupant. Même si le contexte économique actuel entraînera une hausse temporaire de ce ratio, le gouvernement a démontré par le passé, et reste convaincu aujourd'hui qu'il est en mesure de ramener ce ratio à son objectif au fil du temps.

Nous espérons que cette mise à jour vous aura fourni des informations utiles sur la situation financière de l'Ontario, ses perspectives économiques et son approche prudente en matière d'emprunt et de gestion de la dette. De plus amples renseignements financiers et économiques relatifs au *Budget 2026* sont disponibles sur le site Web du ministère des Finances, et des informations actualisées sur les emprunts — notamment notre présentation aux investisseurs et notre fiche d'information — sont disponibles sur le site Web de l'OOF.

Merci beaucoup pour votre temps.